

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 Marseille

Marseille, le 24/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-L'Étang

Références : D-2025-0286
SPR/2025/685
Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell Polyoléfine (BPO) exploite notamment le

vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),

- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Quantification des émissions	AP Complémentaire du 21/04/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 21/04/2021, article 14.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	ETE Réduction COV	AP Complémentaire du 21/04/2021, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2018, un arrêté préfectoral est venu encadrer les émissions de COV des installations de fabrication du pôle pétrochimique de Berre. En 2021, un arrêté préfectoral similaire est entré en vigueur spécifiquement aux installations du Port de la Pointe.

La visite d'inspection du 24 janvier 2024 avait pour objet d'aborder les mesures de réduction des émissions de COV et le plan de surveillance environnementale mis en place.

Concernant les mesures de réduction des émissions de COV, l'exploitant n'avait pas remis l'étude technico-économique prescrite par l'arrêté préfectoral. Malgré des émissions en COV relativement faibles à l'échelle de la plate-forme pétrochimique de Berre (estimées à 23 tonnes pour l'année 2023 pour le dépôt du Port de la Pointe), il était attendu que l'exploitant réalise et remette cette étude à l'inspection. Celle-ci a depuis été transmise par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantification des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, APC COV
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant quantifie les émissions associées aux sources caractérisées en application de l'article 4 du présent arrêté, sur la base d'une méthodologie définie applicable à chaque équipement concerné et commune à tous les équipements du même type. La priorité est donnée aux méthodes basées sur la mesure directe des émissions.</p> <p>Il distingue, pour chaque source d'émission, la part de chaque COV émis, en quantifiant précisément les émissions de chaque COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 2 du présent arrêté lorsque de telles substances sont susceptibles d'être rejetées.</p> <p>L'exploitant justifie la quantité émise calculée sur la base d'une corrélation avec des mesures in situ, ou par une note détaillée sur la méthodologie retenue et le résultat obtenu.</p> <p>Cette note peut faire l'objet d'une tierce expertise sur décision de l'inspection des installations classées, conformément à l'article L.181-13 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le recensement des sources d'émission de COV du site et les quantités émises annuellement. L'inspection note les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• les émissions fugitives représentent 75 % des émissions de COV et 96 % de COV CMR,• une unité de récupération des vapeurs (VRU) est présente pour traiter les émissions des réservoirs de coupes C6 et des opérations de chargement bateau des coupes C6, ces émissions canalisées représentent moins de 1 % des émissions de COV et COV CMR,• les émissions diffuses non fugitives regroupent les autres émissions de COV du site du Port de la Pointe, notamment liées à des mises à disposition ou remise en service d'équipements. <p>En complément, l'inspection rappelle à l'exploitant que les émissions atmosphériques issues de torches doivent être comptabilisées comme des émissions diffuses non fugitives et non comme des émissions canalisées.</p> <p>Par ailleurs, pour les réservoirs de liquides inflammables soumis à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, les émissions diffuses non fugitives doivent être évaluées conformément aux articles 44 à 50 de l'arrêté ministériel. Ces modalités de prise en compte ne sont pas précisées dans l'inventaire des sources ni dans les méthodes de calcul. Un courrier électronique à ce sujet a été transmis à l'exploitant le 5 mars 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'inventaire des sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et de COV, actualisé de façon à prendre en compte les émissions des réservoirs de stockage de liquides inflammables conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010,• le bilan 2023 et 2024 des émissions du site du Port de la Pointe actualisé en application

des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : ETE Réduction COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2021, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, APC COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, sous 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude technico-économique de réduction des émissions de COV CMR prioritaires et autres COV identifiées dans le cadre du présent arrêté, en priorisant des actions de réductions sur les COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 1 du présent arrêté.</p> <p>Cette étude propose un échéancier de réalisation de l'ensemble des mesures dont les délais n'excèdent pas 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle intègre un volet sur la récupération et le traitement des émissions de COV associés aux opérations de chargement des bateaux.</p> <p>Cette étude technico-économique de réduction des émissions atmosphériques et le plan d'actions associé sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas remis d'étude technico-économique.</p> <p>L'exploitant a transmis un premier courrier daté du 12 février 2024 qui ne permettait pas de répondre aux attendus de l'article 9 de l'arrêté préfectoral 21 avril 2021.</p> <p>Il a par la suite transmis une étude technico-économique, jointe au courrier référencé HSEI/ENV/2025/011 et daté du 8 avril 2025.</p> <p>Cette étude reprend d'abord le bilan des émissions de COV pour le site du Port de la Pointe. Ces émissions sont de l'ordre de 20 tonnes/an de COV totaux. Ce paragraphe rappelle notamment la forte proportion d'émissions fugitives (environ 75 % des émissions de COV totaux).</p> <p>L'exploitant a étudié plus en détail deux solutions de réduction possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'une permettant d'atteindre en théorie une réduction de 1,5 tonnes par an de COV, mais avec un impact très faible sur les COV prioritaires, et cette solution s'accompagnerait d'une augmentation significative des émissions de CO₂ ; • l'autre permettant d'atteindre en théorie une réduction de l'ordre de 600 kg par an de COV, sans impact sur les émissions de COV prioritaires. <p>L'exploitant conclut que « Compte tenu des coûts élevés pour la mise en place des solutions permettant de réduire les émissions de COV [...] au regard du faible gain de réduction en COV à l'atmosphère, ces solutions n'ont pas été retenues. »</p> <p>L'inspection considère que ces deux solutions apparaissent en effet disproportionnées.</p> <p>Enfin, l'exploitant rappelle les efforts menés en matière de limitation des émissions fugitives (en précisant les coûts associés). Elles représentent en effet la majeure partie des émissions actuelles, et donc le levier principal d'actions de réduction des émissions. L'inspection relève que ces actions correctives (resserrages, remplacement d'équipements fuyards...) représentent des coûts</p>

de mise en œuvre relativement faibles en comparaison des deux solutions techniques envisagées par ailleurs dans l'étude technico-économique.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans la continuité des conclusions de la visite d'inspection du 7 décembre 2023, l'exploitant doit veiller à maintenir les efforts engagés dans la maintenance et la réparation des équipements fuyards, en vue de limiter les émissions de COV du site, en particulier les émissions de COV prioritaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2021, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, APC COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance environnementale des polluants atmosphériques au minimum sur les polluants prioritaires suivants : 1-3 Butadiène et Benzène.</p> <p>La surveillance de ces substances prioritaires est mise en œuvre en continu sous 8 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>De plus, ce programme de surveillance est complété par les substances pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le niveau d'émission est supérieur aux seuils définis à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les émissions diffuses sont prises en compte ; - les résultats (initiaux ou mis à jour) de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) - couplée à une interprétation de l'état des milieux (IEM) - mettent en évidence la nécessité d'une surveillance environnementale. <p>L'exploitant transmet, sous 8 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées le programme de surveillance environnementale pour au minimum les substances définies au premier et/ou second alinéa du présent article en définissant notamment les techniques de prélèvements et d'analyse, les emplacements des points de mesure, ...). Dans tous les cas, tous les 5 ans, le programme de surveillance fait l'objet d'une réévaluation (paramètres suivis, type de surveillance, emplacement des points de mesure...).</p> <p>Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.</p> <p>La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement la population par les voies d'inhalation et d'ingestion (air extérieur, matrices alimentaires, etc.) faisant l'objet de valeurs de gestion publique (valeur réglementaire air extérieur, objectif de qualité air extérieur, valeur réglementaire communautaire en vue de la commercialisation des denrées alimentaires, etc.).</p> <p>En cas d'impossibilité technique, des mesures de surveillance de polluants atmosphériques dans les milieux directs d'exposition sans référence à des valeurs de gestion publique ou de</p>

surveillance dans des compartiments n'exposant pas directement les populations (retombées, bio-indicateurs, etc.) peuvent être utilisées.

Dans le cas de campagnes de surveillance ponctuelles, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).

Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure et le choix des matrices (air, retombées de poussières, végétaux, sols) analysées doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets (canalisés et diffus, polluants gazeux ou particuliers) de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales et les zones comprenant potentiellement des cibles sensibles (zones d'habitation, écoles...). Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est détaillé dans le programme de surveillance.

Constats :

L'exploitant indique que le Port de la Pointe n'émet pas de substance de quantité supérieure aux seuils d'émissions définis à l'article 63 de l'AM du 2 février 1998.

L'exploitant a présenté les résultats de la campagne 2022 (du 25/04 au 02/05 et du 18/07 au 25/07) de mesures par les tubes passifs. Les points de mesures sont :

- un point local témoin,
- R6 : habitation la plus proche du site (habitation du gardien des Salins)
- R10 : bâtiments liés à l'exploitation des salins,
- R18 : hutte de chasse située au sud du site (point permettant également d'encadrer le site et de disposer de mesures sous les vents dominants)

Ces points sont conformes aux recommandations du rapport FRLDBBE027-M1.V1 relatif au programme de mesures IEM autour du dépôt du Port de la Pointe.

Le programme de surveillance environnementale en continu se base sur l'analyseur en continu d'ATMOSUD qui mesure le 1,3 butadiène et le benzène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant :

- justifie que le niveau d'émission du site reste bien inférieur aux seuils prévus par l'article 63 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ;
- transmet à l'inspection les rapports des campagnes de surveillance ponctuelle ;
- justifie que la durée des campagnes cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours) ;

- transmets à l'inspection les résultats de la surveillance environnementale menée vis-à-vis du site du Port de la Pointe, depuis l'établissement du programme de surveillance initial.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois